



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le neuf février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 3 février 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 5

Isabelle CREVEL donne pouvoir à Christel BOUBERT
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Virginie VANDAELE donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Nicole LANGLOIS donne pouvoir à Virginie LAMBERT

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 9 février 2026

M_DL260209_023

MARCHES PUBLICS - ACQUISITION DE MATÉRIELS INFORMATIQUES - GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE ET LE CCAS DE MONTIVILLIERS - CONVENTION - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE - SIGNATURES - AUTORISATION

M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire – Une consultation doit être lancée afin de permettre l'acquisition de matériels informatiques pour les agents des services municipaux de la Ville et pour les agents du CCAS et des résidences autonomie l'Eau Vive et Beauregard.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande Publique, des groupements de commande notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics peuvent être constitués après établissement et signature d'une convention de groupement de commandes.

Afin d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, il convient d'inclure dans un seul dossier de consultation les besoins de la Ville de Montivilliers et du CCAS de Montivilliers.

Cette convention précise :

- Que la Ville de Montivilliers est coordonnateur du groupement, qu'elle est chargée de lancer et notifier les marchés ;
- Que la commission d'appel d'offres du coordonnateur est désignée comme étant celle du groupement de commandes ;
- Que chaque membre du groupement, chacun pour ce qui le concerne, est chargé de signer son propre acte d'engagement et d'exécuter son propre marché.

A l'issue de la procédure lancée en appel d'offres ouvert, cet accord-cadre sera signé pour une durée d'un an, à compter de sa date de notification, renouvelable tacitement 3 fois, sans pouvoir excéder 4 ans.

Le montant maximum annuel de commande pour les besoins de la Ville est fixé à 85.000 euros HT. Ce montant sera identique pour les périodes de reconduction de l'accord-cadre.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-29,
VU le Code de la Commande Publique, et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8,

CONSIDÉRANT

- Que les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande Publique prévoient la possibilité de constituer des groupements de commandes ;
- Qu'il est nécessaire de former un groupement de commandes entre la Ville de Montivilliers et le

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

CCAS de Montivilliers afin de constituer un accord-cadre à bons de commandes pour l'acquisition de matériels informatiques pour les agents des services municipaux, du CCAS et des résidences autonomie.

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'approuver** la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville de Montivilliers et le CCAS de Montivilliers pour la passation de l'accord-cadre à bons de commandes pour l'acquisition de matériels informatiques ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer avec le CCAS de Montivilliers la convention constitutive du groupement de commandes ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à lancer la consultation publique relative à la passation de l'accord-cadre à bons de commandes pour l'acquisition de matériels informatiques ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer l'accord-cadre à bons de commandes pour l'acquisition de matériels informatiques avec la société qui sera désignée à l'issue de la consultation publique.

Imputation budgétaire

Exercice 2026 et suivants

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 01 (opérations non ventilables) - 0201 (administration générale)

Nature et intitulé : 21838 (autre matériel informatique) – 60632 (fourniture de petit équipement)

Montant de la dépense : maximum annuel HT 85.000 euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

